

Il existe sûrement d'autres moyens pour les nations de reconquérir les marchés qu'elles ont perdus. L'un de ces moyens consiste, va sans dire, à abaisser le niveau d'existence, en avilissant les salaires de la main-d'œuvre. Plusieurs pays le font. Nous affirmons ne pouvoir soutenir la concurrence de tel pays ou de tel autre, parce que notre niveau d'existence et nos salaires sont trop élevés. Mais il importe de se rappeler que c'est pour reconquérir leurs marchés que ces pays ont eu recours à l'abaissement du niveau d'existence de leur population.

Il existe un autre moyen, le plus horrible de tous, à mon avis. Que fait la nation qui se sent à l'étroit dans ses frontières et qui ne peut trouver les débouchés dont elle a besoin? Trop souvent elle a recours à la force des armes. Il en a été maintes fois ainsi, et si la véritable histoire des guerres passées pouvaient être racontées, je suis sûr qu'on y découvrirait toujours la même excuse, savoir, la lutte implacable pour les marchés du monde.

Vous manifestez de l'impatience, monsieur l'Orateur. Je me rends compte qu'il passe onze heures, mais il ne me reste que quelques mots à ajouter et, si la Chambre le permet, j'aimerais à conclure.

Des VOIX: Poursuivez.

Une VOIX: Formulez votre suggestion.

L'hon. M. PELLETIER: C'est ce que je fais. Le premier ministre a exprimé aujourd'hui, en termes assez sarcastiques, son indignation—je ne suis pas certain que ce soit le mot qu'il a employé—mais il a prononcé des paroles fort énergiques contre les journaux dont les manchettes sèment l'épouvante dans tout le pays.

Le très hon. MACKENZIE KING: Où l'honorable député a-t-il entendu cela? Où a-t-il vu ou entendu cela?

M. PELLETIER: Je crois avoir entendu le premier ministre faire allusion aux articles publiés dans les journaux au pays en temps de crise, ou en d'autres temps, destinés à donner une fausse idée de la situation, visant simplement à augmenter le tirage ou pour verser dans le jaunisme comme cela se fait ailleurs.

Le très hon. MACKENZIE KING: Un instant. Quand ai-je, directement ou indirectement, donné à l'honorable député quelque raison de croire que je prêtais des motifs aux journaux en mal de tirage?

M. PELLETIER: Oh bien, avant de dire cela, j'ai déclaré ne pas me rappeler les mots précis.

Le très hon. MACKENZIE KING: L'honorable député devrait surveiller soigneusement ses paroles et ne devrait pas parler de choses qu'il ignore entièrement.

M. PELLETIER: Je ne suis pas de l'avis du très honorable député. C'est l'impression que j'ai eue. Je ne crois pas prêter de motifs à qui que ce soit. Le premier ministre a bien exprimé de quelque façon son indignation devant le genre de propagande sensationnelle qui pourrait se faire de temps à autre au pays. J'ai bien dit que cela était fait en vue de grossir le tirage. Peut-être n'aurais-je pas dû dire cela, car je reconnais que le très honorable député n'a pas lui-même prononcé ces paroles. Tout de même, mon affirmation n'est pas sans fondement. Je rappellerai que dans le texte même de sa dépêche de félicitations au premier ministre de Grande-Bretagne, il s'est servi des paroles suivantes: "Au bord même de l'abîme". C'est là une de ses expressions. Imaginez l'effet, si on lisait cela sur les manchettes de divers journaux d'un bout à l'autre du Canada. Ce sont les termes que le premier ministre a employés. Mais ce n'est pas tout; voici une autre de ses expressions: "Les passions étaient soulevées"—et il faisait allusion, bien entendu, aux passions des peuples des pays européens. Quel usage les journaux pourraient-ils faire des mots contenus dans ses propres dépêches de félicitations. Quel effet produiraient ces mots s'ils n'avaient pas soulevé les sentiments de la population du Canada. Et plus loin il parlait des "armées en marche"—faisant ainsi ressortir de nouveau le danger de la situation et tâchant de montrer que le danger était imminent et que nous avons besoin de nous tenir prêts.

Je dis en terminant que je crois à la loyauté du peuple canadien, peut-être davantage encore, si c'est possible, que le premier ministre lui-même. J'estime que l'attitude qu'il convenait de prendre c'était de faire connaître au peuple quelle était la situation, non pas de l'effrayer pour qu'il appuie un programme d'armement, simplement parce que le Gouvernement n'est pas prêt à faire face aux éventualités.

Nous avons besoin de nous armer et je crois que le pays y verra. Nous devrions aussi avant toute chose pourvoir à notre défense. Pour ce qui est de la position du Canada, j'approuve l'attitude prise aujourd'hui par le premier ministre, quand il a parlé de l'augmentation de nos armements, de la défense de notre pays, d'une alliance plus forte et de relations plus étroites avec les Etats-Unis et quand il a promis à la Grande-Bretagne que nous ferons tout en notre pouvoir pour l'aider en lui